

UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE 75

**Siège social : 131 rue Damrémont
75 018 Paris**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2019

40 rue du Fer à Moulin
75005 Paris
SAS au capital de 120.000 €
RCS Paris 489 421 990
TVA intracommunautaire
FR68489421990

01.40.03.96.35

contact@angel-associes.com



UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE 75

**Siège social : 131 rue Damrémont
75 018 Paris**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2019

Mesdames et Messieurs les Membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Union Départementale relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le point suivant :

Au 31 décembre 2019, le montant de la dette auprès de la Confédération s'élève à un montant total de 1.423.001 € suivant le détail ci-après :

- Années 2009 et antérieures : 461.819 €
- Années 2010 à 2018 : 908.102 €

Cette dette représente la quasi-totalité du passif de L'Union Départementale et la bienveillance dans le rythme de recouvrement de celle-ci a permis de conserver l'équilibre bilanciel.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'établissement relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la

continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

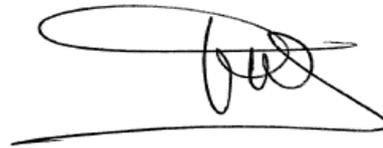
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 11 janvier 2021,

ANGEL & ASSOCIES
Commissaire aux Comptes
Mr Angel Pinar

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'A' followed by a series of loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 574	1 574		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	12 355	12 355		
	Autres immobilisations corporelles	301 834	286 005	15 829	20 462
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	1 001		1 001	2 010	
Autres immobilisations financières	17 401		17 401	17 401	
TOTAL (II)	334 165	299 934	34 231	39 873	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
CREANCES (3)					
Créances clients et comptes rattachés					
Autres créances	11 642		11 642	13 599	
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	41 350		41 350	33 542	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 998		2 998	6 437
	TOTAL (III)	55 990		55 990	53 577
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)	390 155	299 934	90 222	93 450	

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

18 402

(3) dont créances à plus d'un an

19 411

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		31/12/2019	31/12/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	(1 504 467)	(1 360 334)
Résultat de l'exercice	(65 268)	(144 131)	
Subventions d'investissement Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	(1 569 735)	(1 504 465)
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales	78 964	75 083	
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	1 577 704	1 519 543	
Produits constatés d'avance (1)	3 289	3 289	
	Total des dettes	1 659 957	1 597 915
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	90 222	93 450
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(65 267,91)	(144 131,34)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		477 825	1 597 915
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				100
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	502 058		502 058	565 336
	Montant net du chiffre d'affaires	502 058		502 058	565 436
	Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges Autres produits			478 886 56 708	454 865 15 312
Total des produits d'exploitation (1)				1 037 652	1 035 612
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock			3 329	4 519
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			721 809	771 241
	Impôts, taxes et versements assimilés			10 227	9 461
	Salaires et traitements			264 746	266 194
	Charges sociales du personnel			108 922	126 514
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			5 818	6 390
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			2	
Total des charges d'exploitation (2)				1 114 854	1 184 319
RESULTAT D'EXPLOITATION				(77 202)	(148 707)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

RESULTAT D'EXPLOITATION		(77 202)	(148 707)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	13	156
	Total des produits financiers	13	156
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		13	156
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(77 189)	(148 551)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	14 518	4 420
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	14 518	4 420
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 597	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	2 597	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		11 921	4 420
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		1 052 183	1 040 188
TOTAL DES CHARGES		1 117 451	1 184 319
RESULTAT DE L'EXERCICE		(65 268)	(144 131)

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE LEGALE AU BILAN & AU COMPTE DE RESULTAT
DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO DE PARIS
POUR L'EXERCICE D'UNE DUREE DE 12 MOIS
OUVERT LE 01/01/2019 ET CLOS LE 31/12/2019

Faits caractéristiques de l'exercice

La loi n° 2008-789 du 20 août 2008 a introduit des obligations en matière de comptes individuels, de comptes consolidés, de comptes combinés, de publicité égale et de commissariat aux comptes pour les organisations syndicales. C'est pourquoi l'UD75 produit, cette année encore, des comptes sociaux accompagnés d'une annexe.

1. Règles et méthodes comptables

1.1. Méthodes et règles d'évaluation

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels1 an,
- Matériel et outillages 4 ans,
- Agencements 7 ans,
- Matériel de transport..... 3 ans,
- Matériel de bureau et informatique..... 3 ans,
- Mobilier..... 10 ans.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent pour l'essentiel à des dépôts et cautionnements versés.

Reconnaissance des produits

Le fait générateur de la comptabilisation du chiffre d'affaires est l'encaissement.

Désormais, le fait générateur de la cotisation est constaté lors de l'encaissement effectif de la cotisation et, l'organisation syndicale qui perçoit les cotisations auprès des adhérents peut avoir à reverser, conformément aux stipulations statutaires ou contractuelles, une quote-part à d'autres structures auxquelles elle est affiliée ou adhérente.

Dans ce cas, les cotisations peuvent être, selon la situation de l'organisation, comptabilisées selon l'un des deux schémas suivants :

- Si l'organisation syndicale agit en tant que mandataire, seule la part de la cotisation qui lui revient est comptabilisée en produits selon les dispositions de l'art. 394-1 (2) du règlement n° 99-03 du CRC : la part collectée pour le compte d'autres structures est enregistrée dans des comptes de tiers de la classe 4 ;
- Si la cotisation est considérée comme versée intégralement à l'organisation syndicale, elle est comptabilisée en totalité en produits et les versements à d'autres structures sont enregistrés en charges.

Les recettes, hors financier et exceptionnel, totalisent 1.037.651,66 € en 2019, contre 1.035.612,27 € en 2018, soit une très légère hausse de 0,20%.

1.2. Circonstances empêchant la comparabilité des comptes

Néant.

1.3. Informations complémentaires pour donner l'image fidèle

Néant.

1.4. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILANT ET AU COMPTE DE RESULTAT

2. Actif immobilisé & amortissements

Le lecteur est prié de se reporter aux pages 13 & 14.

3. Etat des provisions

Néant.

4. Etat des échéances des créances et des dettes

Le lecteur est prié de se reporter à la page 15.

5. Informations et commentaires sur certains postes :

Le lecteur est prié de se reporter aux pages 16 à 20.

6. Effectif moyen

Le lecteur est prié de se reporter à la page 21.

7. Liste des filiales et participations

Néant.

8. Tableau des ressources (s'entendent liées à l'activité courante)

RESSOURCES DE L'ANNEE	2019	2018
Cotisations reçues	310.181,00	348.339,69
Reversements des cotisations		
Subventions reçues	478.885,85	454.865,15
Autres produits d'exploitation perçus	248.584,81	232.407,43
Produits financiers perçus	13,29	155,80
TOTAL DES RESSOURCES	1.037.664,95	1.049.410,48

9. Contribution publique de financement

Au cours de l'exercice, l'Union Départementale Paris a reçu des subventions publiques pour un montant total de 407.977,00 €.

10. Actions de solidarité des organisations syndicales

Néant.

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	1 574			1 574
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 574			1 574
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels	12 355			12 355
Autres Instal., agencement, aménagement divers	248 429	6 838	4 664	250 604
Matériel de transport	4 741	9 570	6 380	7 931
Matériel de bureau, mobilier	27 017	1 617	1 164	27 470
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	292 542	18 026	12 208	298 360
TOTAL	294 116	18 026	12 208	299 934

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	1 001	1 001	
	Autres immobilisations financières	17 401	17 401	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 305	1 305	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	10 337	10 337	
	Charges constatées d'avances	2 998	2 998	
TOTAL DES CREANCES		33 043	33 043	
Prêts accordés en cours d'exercice		3 003		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		4 012		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés				
	Personnel et comptes rattachés	26 909	26 909		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 055	52 055		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	1 577 704	395 573	378 989	803 142
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	3 289	3 289			
TOTAL DES DETTES		1 659 957	477 825	378 989	803 142
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	1 535	4 308	(2 772)	-64,36
TOTAL	1 535	4 308	(2 772)	-64,36

Les produits à recevoir correspondent aux prestations réalisées sur l'exercice 2019 mais facturées en 2020.

Détail des produits à recevoir :

- Prestation imprimerie	524,03 euros,
- Prestation affranchissement	296,99 euros,
- Prestation téléphone	714,18 euros,
Total des produits à recevoir :	1.535,20 euros.

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes fiscales et sociales	43 315	41 223	2 092	5,07
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	89 692	37 507	52 185	139,13
TOTAL	133 007	78 730	54 277	68,94

Les charges à payer correspondent à des dépenses antérieures au 31 décembre 2019 mais non encore réglées à cette date.

Détail des charges à payer :

Dettes fiscales et sociales :

Elles correspondent aux provisions des indemnités et charges sociales sur congés payés.

Autres dettes :

- Frais Manifestation	1.177,60 euros,
- EDF	1.223,00 euros,
- Loyer locaux	47.703,78 euros,
- Fourniture de bureau	1.172,40 euros,
- Nettoyage des locaux	6.482,92 euros,
- Parution JO	50,00 euros,
- Honoraires	27.161,48 euros,
- Frais de missions	1.484,80 euros,
- Frais de téléphone	2.000,56 euros,
- Médecine du travail	1.235,26 euros,
- Gestion sociale	210,00 euros,
Total des autres dettes :	89.691,80 euros.

ANNEXE - Élément 6.12

Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	2 998	6 437	(3 438)	-53,42
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	2 998	6 437	(3 438)	-53,42

Les charges constatées d'avance correspondent à des dépenses engagées en 2019 et dont la fourniture et la consommation interviendront après le 31 décembre 2019.

Détail des charges constatées d'avance :

- ESPACE DA - Fontaine à eau	108,00 euros,
- NEOPOST	1.356,41 euros,
- MACIF	703,72 euros,
- ATHI-CIEL	108,04 euros,
- PRODECOM	722,08 euros,

Total des charges constatées d'avance : 2.998,24 euros.

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	3 289	3 289		
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	3 289	3 289		

Les produits constatés d'avance correspondent aux prestations réalisées sur l'exercice 2020 mais facturées en 2019.

Détail des produits constatés d'avance :

- Participation SNEEPAT FO Loyer 1T20 3.289,00 euros,

Total des produits constatés d'avance : 3.289,00 euros.

2053 - Détail des produits et charges exceptionnels au 31/12/2019

Détail des produits et charges exceptionnels :	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Totalisation		

ANNEXE - Elément 13

Effectif moyen

		31/12/2019	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures			
	Professions intermédiaires			
	Employés		7	
	Ouvriers			
	TOTAL		7	